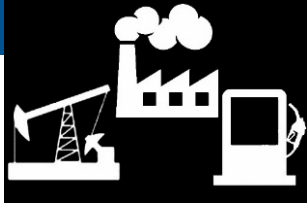


Lobby de l'industrie fossile



À : Lobby de l'industrie fossile à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Object : Briefing sur les objectifs du lobbying

Objectifs

Vous avez été missionné pour représenter les intérêts de l'industrie des énergies fossiles aux prochaines négociations sur le changement climatique. En 2015, à la conférence des Nations unies sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Dans l'optique de protéger les intérêts des entreprises d'énergies fossiles, de leurs actionnaires et de leurs employés, votre but est d'empêcher un accord qui limiterait la consommation en énergies fossiles, ou au moins, d'affaiblir et de reporter de telles initiatives.

Contexte

Notre industrie ne peut plus désormais affirmer que le changement climatique n'a pas lieu et que la combustion des énergies fossiles n'y joue aucun rôle. Ces arguments ne sont plus crédibles au regard de l'immense somme de savoir scientifique accumulé par les scientifiques du monde entier. Cependant, l'économie mondiale dépend aujourd'hui des énergies fossiles et limiter leur utilisation pourrait coûter très cher aux consommateurs et menacer directement l'existence des industries que vous représentez.

Opportunités

Le changement climatique constitue à la fois des risques et des opportunités pour l'industrie. Le changement climatique rend par exemple techniquement accessibles d'immenses réserves de pétrole et de gaz en Arctique, grâce à la fonte des glaces. Près d'un quart des réserves mondiales restantes se trouvent dans cette région.

Risques

Si les Nations unies se mettent d'accord sur la mise en œuvre de politiques pour endiguer le changement climatique, la majorité des réserves mondiales restantes de pétrole et de gaz devra rester dans le sol. Les entreprises que nous représentons ont déjà investi 27 000 milliards de dollars en prospection et exploitation pour ces ressources. Si ces sommes ne sont plus utilisées, ces actifs seront mis au rebut et ne généreront jamais le retour sur investissement auxquels les actionnaires et les gouvernements ont droit. La technologie de capture et de stockage géologique du carbone (CSC) semble être une solution. Mais cette technologie, encore en développement, ne sera vraisemblablement pas déployée assez rapidement pour avoir l'impact nécessaire.

Action de l'Industrie

Par-dessus tout, nos actions doivent protéger les intérêts de notre industrie. Nos profits et notre pouvoir peuvent être utilisés pour financer la recherche des scientifiques et des think-tank qui sont en ligne avec notre position. De la même façon, nous pouvons influencer les figures politiques qui comprennent les opportunités économiques et d'emplois que nos industries représentent.

Opinion publique

La majorité des citoyens pense que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent significativement. Beaucoup de citoyens soutiennent les politiques en faveur du climat, tant qu'elles n'augmentent pas le coût de l'énergie. De plus, le changement climatique n'est pas une priorité. Il se classe loin derrière la situation économique, le chômage et la sécurité nationale. Nous avons aussi mené une campagne mondiale suggérant que le changement climatique faisait l'objet de beaucoup d'incertitudes, que les scientifiques n'étaient pas d'accord sur le sujet et que les risques étaient exagérés.¹ Nous avons réussi à limiter la compréhension du public sur les menaces climatiques et à bloquer certaines actions dans des pays développés clés comme les États-Unis.

¹ E. Conway et N. Oreskes (2012) *Les marchands de doute : Ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*. Le Pommier.

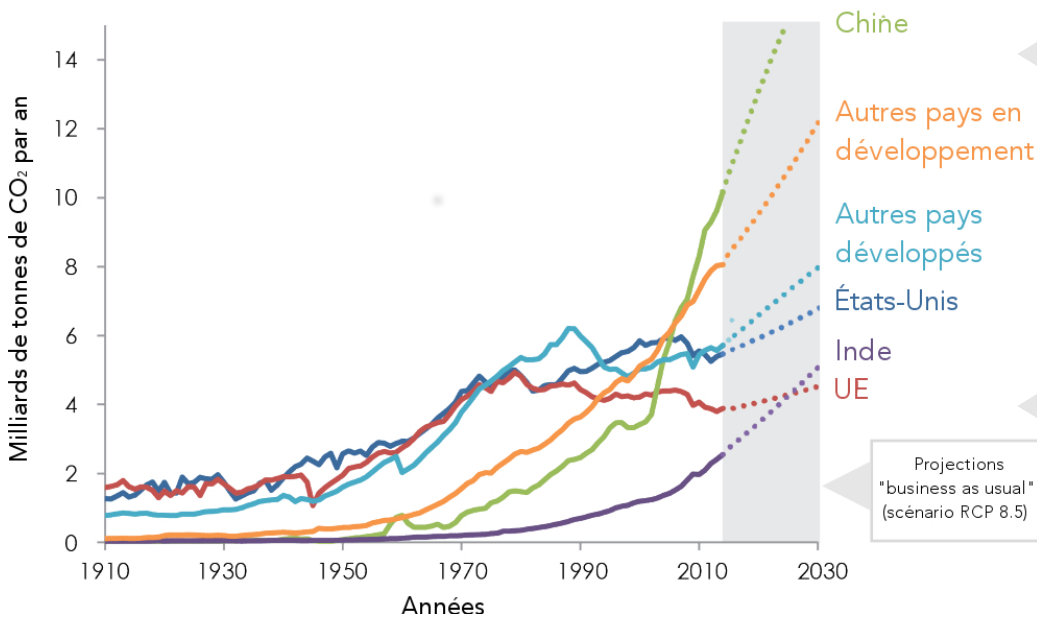
Stratégie

Essayez d'avoir des réunions privées avec des délégués et rappelez leurs les gains qu'ils peuvent faire en exploitant leurs propres réserves fossiles. Essayez de semer la discorde entre pays développés et pays en voie de développement. La Chine et les États-Unis sont maintenant les premier et second émetteurs de CO₂ et de gaz à effet de serre.

Pendant vos discussions avec les pays développés, soulignez que le fait de taxer des énergies fossiles peut affecter leur compétitivité. Lors de vos réunions avec la Chine, l'Inde et les pays en développement, soutenez que limiter leurs émissions les rendrait moins compétitifs et maintiendrait leur population dans la pauvreté.

Rappelez que les énergies fossiles sont nécessaires au développement et à la prospérité. Des alternatives à la limitation de l'usage des énergies fossiles existent : les politiques de préservation des forêts, ou de soutien à l'afforestation, les technologies de captage et stockage du carbone (CCS). Si un accord semble se former en faveur de la limitation des énergies fossiles, au minimum nous devons être assurés du dédommagement de nos investissements, à hauteur des pertes présentes et futures.

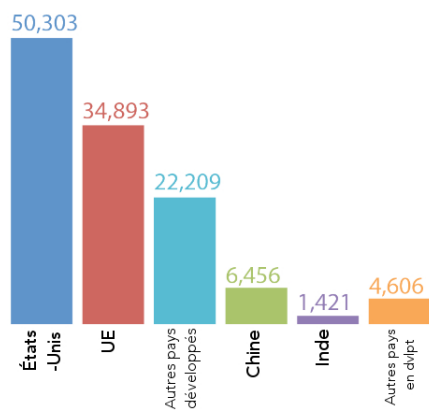
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



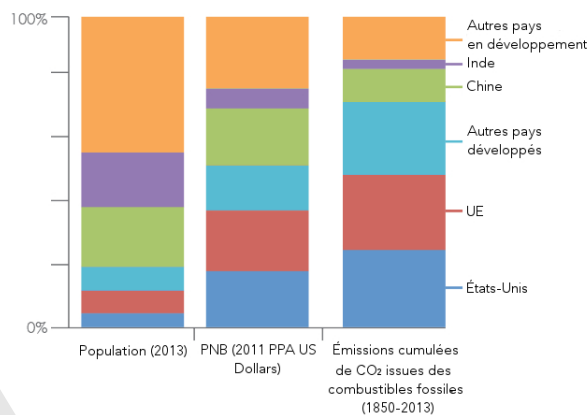
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

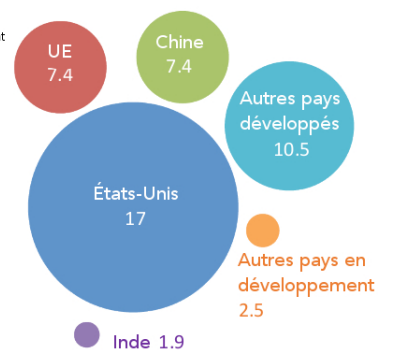
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).